



inform **CONTACT**

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

N 62

Octobre – Decembre 2008

Réunion du Comité Exécutif de la CGS

Le Comité Exécutif de la CGS, tenu le 16 octobre à Moscou, a discuté des tendances et des problèmes du développement du mouvement syndical dans les pays de la CEI. Selon les participants, la situation dans le mouvement syndical est en principe stable. Les syndicats sont une partie prenante de la société civile, mènent un grand travail pour défendre les intérêts des travailleurs, luttent contre les tentatives de restreindre leurs droits et libertés, organisent en cas de nécessité des actions de protestation collectives.

En même temps, il a été souligné à la réunion, que le grand potentiel des syndicats n'est pas réalisé pleinement. La décroissance incessante de leurs effectifs est le plus grand problème auquel se heurtent les syndicats de tous les pays de la Communauté, ce qui accentue la nécessité de renforcer la

promotion de la syndicalisation, surtout dans les compagnies multinationales, dans les PME et les nouvelles branches de production.

Le Comité Exécutif a aussi discuté des actions des syndicats pour l'augmentation du SMIG. Il a été décidé de poursuivre la campagne solidaire pour l'augmentation du SMIG jusqu'au minimum vital. Cette revendication sera posée lors des négociations collectives et reflétée dans les conventions collectives de 2009.

Les membres du Comité Exécutif ont approuvé le bilan de la Conférence internationale de jeunes syndicalistes, tenue à Moscou du 14 au 15 octobre. Il a été décidé de créer un Conseil de jeunesse de la CGS. Il a été aussi recommandé aux organisations membres de participer activement aux initiatives de l'année 2009, proclamée par les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEI l'Année de la jeunesse.

La réunion a discuté de bilan de la 97^{ème} et les préparatifs pour la 98^{ème} session de la Conférence internationale du travail (CIT) qui aura lieu en 2009 et qui coïncide avec le 90^{ème} anniversaire de l'OIT. Les organisations membres de la CGS prêtent une attention particulière à leur activité au sein de l'OIT, unique organisation tripartite de l'ONU qui s'occupe des problèmes du travail et de la politique sociale.

Le Comité Exécutif a salué la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée à l'unanimité par la 97^{ème} session de la CIT, et s'est prononcé pour la mobilisation de l'activité des syndicats de la CEI au sein de l'OIT. En même temps le CE a exprimé son inquiétude quant à la baisse de l'activité normative de l'OIT ce dernier temps.

Le CE a adopté le plan des initiatives pour le 65^{ème} anniversaire de la victoire dans la Grande guerre nationale 1941-1945.

Les membres du CE ont soutenu la proclamation par l'Assemblée Générale de l'ONU du 20 février comme - Journée mondiale de la justice sociale et ont souligné que cet acte important vise à atteindre dans le monde une vraie dimension sociale, un développement durable, l'éradication de la pauvreté, de l'arbitraire et du retard économique.

Le Comité Exécutif a appelé les organisations membres de la CGS à multiplier leurs efforts et leur lutte pour l'augmentation du niveau de vie des travailleurs de la CEI.

Rencontre des jeunes militants syndicaux

Une rencontre internationale de jeunes militants syndicaux de la CEI a eu lieu dans la ville de Moscovskiy, aux environs de Moscou, du 14 au 15 octobre. Les représentants des organisations membres de la CGS de Russie, du Kazakhstan, de Bélarus, de Moldova, du Tadjikistan, d'Ukraine et de plusieurs unions syndicales internationales de branche y ont pris part. Les étudiants de l'Académie du travail et des relations sociales ont aussi participé à cette importante initiative.

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, inaugurant la rencontre, a exposé aux participants l'activité et les principaux buts de la Confédération générale des syndicats, a parlé des orientations actuelles de la centrale, des problèmes et des défis auxquels le mouvement syndical régional est confronté.

Valéri Youriev, secrétaire général adjoint de la CGS, a présenté le rapport sur l'activité des syndicats de la CEI parmi les jeunes

travailleurs. Natalya Podchiyakina et Albert Potapov, deux autres secrétaires généraux adjoints de la CGS, ainsi que les chefs des différents départements de la centrale ont informé les participants des résultats du dernier, VIème congrès, de la Confédération, de son activité au sein de l'OIT, de la législation du travail en vigueur dans les pays de la CEI et de la situation dans le mouvement syndical international.

Plusieurs tables rondes, conduites par les représentants de la CGS et les professeurs de l'Académie du travail et des relations sociales, sur les thèmes: "La jeunesse et le dialogue social", "La jeunesse et les syndicats: stratégie de la syndicalisation", "Le rôle de la jeunesse dans la politique d'information des syndicats" ont été organisées lors de la conférence.

La conférence a adopté plusieurs recommandations. Il a été proposé aux pouvoirs des pays de la CEI d'entreprendre toute une série de mesures pour améliorer la situation des jeunes travailleurs, de renforcer la politique d'Etat dans l'élaboration de la politique de jeunesse, de créer des conditions adéquates pour l'enseignement, la formation et le travail des jeunes, de garantir aux jeunes une couverture sociale nécessaire.

La déclaration de la CGS sur la crise économique mondiale

Le 20 octobre 2008, la Confédération générale des syndicats, au nom de ses organisations membres - 10 centrales syndicales nationales de la CEI et 32 unions syndicales internationales de branche, a exprimé son inquiétude quant aux phénomènes de crise dans l'économie mondiale et ses conséquences éventuelles pour les travailleurs de la région.

Les problèmes financiers mondiaux apparus récemment sont gros de l'aggravation de la crise économique. La CGS, comme tout le mouvement syndical, est préoccupée par les tentatives de résoudre tous ces problèmes aux frais des travailleurs. Déjà la CGS reçoit des informations alarmantes sur la baisse de l'activité dans les différents secteurs de l'économie, sur les retards de paiement pour les commandes et les travaux accomplis, sur la réduction de la semaine du travail, la rupture des relations de travail avec les salariés sans préavis, surtout avec travailleurs sous contrat, sur l'envoi des travailleurs en congès forcés, le refus de garantir la couverture sociale prévue. L'inflation galopante touche des millions des gens.

Dans les pays de la CEI, on prend des mesures pour refouler les conséquences négatives de la crise, cependant ces mesures ne

doivent pas amener à la situation quand toutes ces peines pèsent sur les épaules des travailleurs, de la population de la Communauté. Ce sont les propriétaires et les PDG des entreprises et des groupes qui doivent porter la responsabilité pour les conséquences de la crise. On doit réduire non pas les emplois et les salaires mais leur consommation parasitaire sans limite. Toutes les tentatives de forcer les gens à serrer encore plus la ceinture auront une riposte organisée des syndicats, leurs actions solidaires. Les syndicats mettent en garde contre les tentatives de détruire les principes et les mécanismes du dialogue social, de violer des obligations prévues par les accords et les conventions collectives, d'humilier le rôle des syndicats.

La déclaration souligne que la CGS et ses organisations membres expriment leur bonne volonté de dialoguer avec les pouvoirs et le patronat afin de trouver des voies constructives pour dépasser les difficultés de la crise, pour éviter des pertes pour l'économie, l'emploi, le niveau des revenus et la mise en oeuvre des programmes sociaux.

La Déclaration universelle des droits de l'homme a 60 ans

Le 10 décembre 2008 la CGS a adopté une déclaration concer-

nant le 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme par laquelle elle a souligné que l'adoption de la Déclaration est devenue un point de départ pour la lutte pour la liberté et la dignité de l'homme, pour ses droits inaliénables, pour la vie, la liberté, l'immunité, la liberté de conviction et d'association, pour l'information et la participation à la gestion de son pays, pour l'organisation des réunions, etc.

La Déclaration a reconnu les droits des travailleurs à créer leurs propres organisations professionnelles dans le but de défendre leurs intérêts et droits sociaux - emploi, libre choix de profession, protection contre le chômage, conditions de travail dignes, niveau de vie décent, repos, formation, sécurité sociale, salaire égal pour un travail égal, protection de la maternité et de l'enfance.

Durant des décennies, grâce aux efforts de l'ONU et de l'opinion publique, y compris le mouvement syndical, les dispositifs de la Déclaration ont trouvé leur suite dans les différents documents et programmes - Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Programme d'actions de la Rencontre mondiale à Copenhague, Objectifs du Millénaire pour le développement, etc. Les idéaux de la Déclaration sont à la base de plusieurs conventions de l'OIT, de

son Programme du travail décent pour tout le monde, documents sur lesquels s'orientent les syndicats dans leur lutte pour la défense des intérêts des travailleurs.

Cependant les droits, prévus par la Déclaration, sont bafoués dans plusieurs parties du monde. Le droit à la vie est anéanti par les guerres et les conflits ethniques, par la hausse de la criminalité. Le droit au travail est violé par la restructuration économique, la perte des emplois, par l'utilisation du travail forcé et du travail des enfants, par l'économie informelle et la politique ouvertement antiouvrière et antisyndicale des compagnies multinationales. Le droit à la vie décente est menacé par l'affaiblissement de la couverture sociale, le renchérissement des services et des produits de première nécessité. Les travailleurs sont poursuivis pour les tentatives de créer les syndicats, les assassinats des militants et des leaders syndicaux continuent.

Aujourd'hui le respect des droits de l'homme, des droits et des libertés syndicales est avancé au premier plan par la mondialisation en marche et acquiert une actualité particulière à cause de la crise économique mondiale. Dans ces conditions la CGS appelle ses organisations membres à serrer les rangs, à lutter hardiment contre toute violation des

droits de travail et des libertés syndicales, à riposter aux tentatives de résoudre les problèmes de la crise aux frais des travailleurs.

Bélarus: les syndicats serrent les rangs face à la crise

Le Présidium de la Fédération des syndicats de Bélarus (FSB), tenu le 27 novembre, s'est adressé à tous les syndicats du pays avec un appel à serrer les rangs afin de réduire au minimum les conséquences de la crise économique.

En même temps la centrale syndicale a lancé un appel à la Commission nationale pour l'utilisation des bâtiments administratifs de baisser les loyers pour les syndicats qui ne sont pas affiliés à la FSB.

La FSB a appelé tous les syndicats de la République à agir ensemble pour soutenir l'économie, préserver les emplois, défendre les droits et intérêts des travailleurs face à la crise financière et économique.

Kazakhstan: les partenaires sociaux signent les mémorandums de stabilité sociale

Sur l'initiative des syndicats et dans le but de défendre les tra-

vailleurs contre les risques économiques possibles en ce temps de crise, une campagne de signature des mémorandums de stabilité sociale a été lancée dans le pays.

Conformément à ces mémorandums, le patronat s'engage à prévenir les syndicats et les agences nationales d'emploi d'au moins un mois avant la réduction du personnel, pour que ces dernières puissent prendre des mesures nécessaires.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce, plusieurs entreprises minières se sont engagés à garantir aux travailleurs, dans les conditions des risques économiques, toutes les obligations sociales prévues par les conventions collectives signées avant.

Les mémorandums satisfont les intérêts de toutes les parties concernées par les relations de travail.

Kirghizistan: un nouveau président de la centrale syndicale

Le Conseil de la Fédération des syndicats du Kirghizistan (FSK), tenu le 4 novembre, a libéré S. Bozgounbaev des fonctions de président de la centrale syndicale et a élu Baktibek Imanaliev au poste de président de la FSK.

B. Imanaliev est en même temps membre du parlement de la République du Kirghizistan.

Moldova: la jeunesse doit être à l'avant-garde du mouvement syndical

Une table ronde "Le rôle de la jeunesse dans la modernisation du mouvement syndical", organisée par la Confédération nationale des syndicats de Moldova, a eu lieu à Chisinau le 14 novembre 2008.

Intervenant à la table ronde, Leonid Manea, président de la centrale, a souligné qu'aucun mouvement syndical ne peut compter sur sa modernisation s'il ne s'occupe pas sérieusement des problèmes de la jeunesse, porteuse de la démocratisation non seulement du mouvement syndical, mais de la société toute entière.

La table ronde a discuté de la place et du rôle des jeunes dans le mouvement syndical, de leur contribution au dialogue social et à l'organisation des actions collectives solidaires.

Russie: les syndicats et la crise économique

La réunion du Conseil général de la FNPR a eu lieu à Moscou le 19 novembre 2008. Les dirigeants

des fédérations nationales de branche, des unions régionales, des établissements d'étude, des militants syndicaux, des membres du Conseil de jeunesse de la FNPR et les dirigeants de la CGS y ont pris part.

Mikhaïl Chmakov, président de la centrale syndicale, a présenté à la réunion la rapport sur le thème principal du Conseil "Les syndicats face à la crise économique mondiale".

Les participants à la réunion ont souligné que l'économie de la Russie et de ses régions est négativement influencée par la crise économique mondiale. A partir du deuxième trimestre 2008 on enregistre la baisse de la croissance économique, des prix pour les produits d'exportation, premièrement pour le pétrole, ainsi que la diminution des revenus réels de la population.

Le Conseil général considère que l'Etat, sans renoncer aux mécanismes de l'économie de marché, doit pourvoir la population de toutes les garanties de travail et sociales prévues. Les obligations des pouvoirs devant la population doivent être accomplies.

Les membres du Conseil général ont souligné que les syndicats doivent être prêts à riposter aux tentatives du patronat de résoudre les problèmes économiques,

du à leur mauvaise gestion, aux dépens des travailleurs.

Le Conseil général a discuté du rôle des syndicats dans le développement de la formation continue des travailleurs de Russie. Selon les membres du Conseil, dans les conditions financières et démographiques actuelles de la Russie, le progrès doit être réalisé par l'introduction de la nouvelle technique et l'innovation, doit être fait par l'homme et pour l'homme.

Ukraine: les élections du nouveau président de la FSU

Le Conseil de la Fédération des syndicats d'Ukraine, tenu le 20 novembre, a élu, par la majorité des voix, Vasil Khara, président du Conseil des syndicats de la région de Donetsk, au poste de président de la FSU.

Ukraine: la conférence internationale sur la crise mondiale

La Fédération des syndicats d'Ukraine (FSU) a organisé le 26 novembre à Kiev une conférence internationale "Justice sociale et rôle des syndicats lors de la crise globale". Des experts et des militants syndicaux venus d'Arménie, de Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de Lituanie, de Moldova, de Russie, de Suède, de France et d'Ukraine y ont pris part.

Grigoriy Osoviy, vice-président de la FSU, a présenté le rapport sur le rôle des syndicats dans la période de crise globale.

Les participants à la conférence ont discuté du rôle des syndicats dans la lutte pour les droits des travailleurs lors de “la révolution des menagers”, des mécanismes sociaux pour dépasser la crise, du dialogue social en tant que stratégie de la lutte contre la crise.

Les participants à la conférence ont essayé de trouver des réponses aux défis du système socio-économique global.

Ukraine: les syndicats protestent

La Fédération des syndicats d'Ukraine a organisé le 23 décembre à Kiev une action panukrainienne de protestation. Elle a débuté par un meeting monstre à la Place de l'Indépendance, une manifestation et des rassemblements devant les sièges du gouvernement et du parlement d'Ukraine. Les représentants de la FSU ont transmis aux pouvoirs leur message de revendications.

27 000 syndicalistes de toutes les régions du pays ont pris part à l'action. Parmi eux – les représentants de toutes les branches

de l'économie, les jeunes travailleurs et les étudiants. L'Ukraine orientale a été représentée par les délégations des métallos et des mineurs, par les constructeurs de machines et les énergéticiens, l'Ukraine occidentale – par les travailleurs agricoles et la fonction publique. Parmi les manifestants on remarquait aussi beaucoup de travailleurs de la culture, de l'enseignement et de la santé.

Vassil Khara, président de la FSU, membre du parlement national, a souligné que le pays s'engouffre de plus en plus dans la crise financière et économique. Les arriérés de salaires ont atteint 1 milliard de hryvnas et bientôt peuvent doubler. Les habitants du pays sont abandonnés à leur sort.

Les syndicats ont exigé que les pouvoirs, malgré leurs divergences, s'unissent au nom de la paix et de l'entente dans le pays, élaborent des programmes pour sauvegarder et créer des emplois, pour défendre les producteurs nationaux, prévoient dans le budget national pour l'année 2009 l'augmentation du SMIG jusqu'au minimum vital et couvrent toutes les arriérés de salaires.

Les représentants de plusieurs branches sont intervenus au meeting et ont prévenu les pouvoirs que si la situation ne

change pas, l'action des syndicats aura sa suite.

La délégation de la FSU, dirigé par Vassil Khara, a été reçue par Yulia Timochenko, le Premier ministre d'Ukraine et Vladimir Litvine, président du Parlement.

Peu avant cette action, le 17 décembre, les actions de protestation ont eu lieu dans toutes les grandes villes d'Ukraine auxquelles ont pris part plus de 112 000 travailleurs.

Réunion du Conseil de l'UIS du transport

Une réunion du Conseil de l'Union internationale des syndicats des travailleurs du transport routier, dirigé par Alexandre Chourikov, président de l'UIS, a eu lieu le 8 octobre à Douchanbé, capitale du Tadjikistan.

Les dirigeants des syndicats de cette branche du Tadjikistan, de Russie, de Bélarus, d'Azerbaïdjan, du Kirghizistan et d'Ouzbékistan y ont pris part.

Mourodali Salikhov, président de la Fédération des syndicats indépendants du Tadjikistan (FSIT), s'est adressé aux participants avec un message de salutation, les a informé de l'activité de la centrale dans la défense des droits et des intérêts des tra-

vailleurs de cette république asiatique.

Les participants à la réunion ont discuté de la situation dans la branche, de problèmes du mouvement syndical sectoriel, de la nécessité de promouvoir et de regrouper les syndicats de branche.

L'UIS du commerce et la crise économique

La Confédération des syndicats des travailleurs du commerce et des services (CSTC) s'est adressée le 14 novembre avec une lettre à ses organisations membres. La CSTC a exprimé son inquiétude quant aux conséquences de la crise économique mondiale pour les travailleurs de la branche.

Les pays de la CEI entreprennent des mesures pour résister à la crise, cependant ces mesures ne doivent pas amener à la détérioration de la situation des travailleurs, y compris les travailleurs de la branche.

La Confédération a demandé de la tenir au courant de tous les problèmes liés à la crise, de la fermeture des entreprises du commerce, de la réduction du personnel, de la violation du régime du travail et du paiement des salaires, du recul devant les obligations prévues par les accords et les conventions collectives.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
117119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(095) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(095) 952-2782
+7(095) 938-8649
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru

**LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.**

**SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.**

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

**LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BIÉLORUSSIE, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDAVIE,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN, D'OUBÉKISTAN, D'UKRAINE,
AINSI QUE 32 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.**

**LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'ASSAMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE DES ÉTATS DE LA CEI,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.**

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

**LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.**

LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.

MIKHAÏL CHAMAKOV EST PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre, les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:

www.vkp.ru